

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Internationale Beziehungen</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
www.anneepolitique.swiss

## Beiträge von

Barras, François  
Eperon, Lionel  
Huguenet, François  
Mach, André  
Pasquier, Emilia  
Schnyder, Sébastien  
Unbekannt, Autor

## Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Eperon, Lionel; Huguenet, François; Mach, André; Pasquier, Emilia; Schnyder, Sébastien; Unbekannt, Autor 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, Internationale Beziehungen, 1991 – 2012*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Auslandschweizer	1

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>AHV</b>	Alters- und Hinterlassenenversicherung
<b>OSZE</b>	Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>EWR</b>	Europäischer Wirtschaftsraum
<b>EDA</b>	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
<b>SDA</b>	Schweizerische Depeschagentur AG
<b>EG</b>	Europäische Gemeinschaft
<b>IKRK</b>	Internationales Komitee vom Roten Kreuz

---

<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>OSCE</b>	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
<b>UE</b>	Union européenne
<b>EEE</b>	l'Espace économique européen
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères
<b>ATS</b>	Agence Télégraphique Suisse SA
<b>CE</b>	Communauté européenne
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Aussenpolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 10.01.1991  
ANDRÉ MACH

Après l'**échec des pourparlers de paix** entre les ministres des affaires étrangères américain et irakien qui se sont tenus à Genève au début du mois de janvier, le déclenchement d'un conflit armé dans le Golfe était devenu quasiment inévitable. Le Conseil fédéral a proposé en vain aux deux protagonistes de jouer le rôle de médiateur ou d'intermédiaire en offrant ses services si l'une des parties l'estimait utile. R. Felber a encore eu un entretien avec le secrétaire général des Nations Unies peu avant que celui-ci ne s'envole vers Bagdad pour une mission de la dernière chance. Quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier posé par le Conseil de sécurité de l'ONU pour le retrait des troupes irakiennes du Koweït, les diplomates suisses en poste à Bagdad ont quitté l'Irak.<sup>1</sup>

### Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 20.04.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En avril, l'**otage argovien du groupe Abou Sayyaf aux Philippines, Andreas Notter** délégué du CICR, a été libéré. Il était prisonnier depuis le 15 janvier de l'année sous revue.<sup>2</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 13.07.2009  
SÉBASTIEN SCHNYDER

En janvier, un couple de Suisses a été pris en **otage** au Mali par le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique. L'un d'eux a été libéré en avril, l'autre a été libéré en juillet après l'exécution d'un otage britannique. Le DFAE a remercié la médiation du président malien, Amadou Toumani Touré.<sup>3</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 26.07.2012  
EMILIA PASQUIER

Dans le courant du mois de mars, le gouvernement a annoncé la libération des deux **otages** suisses retenus par les talibans pakistanais depuis le mois de juillet 2011. Cette libération a créé une polémique au sujet de l'imprudence des voyageurs. Après avoir été menacés par une participation financière à leur libération, les ex-otages ont reçu la tâche de donner des conférences afin de déconseiller aux Suisses de se rendre dans des zones risquées. Cette décision a été accueillie amèrement par les parlementaires.<sup>4</sup>

### Auslandschweizer

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 18.07.1992  
ANDRÉ MACH

Un peu moins de **500'000 Suisses de l'étranger** ont été enregistrés auprès des différentes **ambassades et consulats helvétiques**, ce qui représente une augmentation de 8,5% par rapport à 1989. Environ 69% de cette «cinquième Suisse» disposent d'une double nationalité et 57% sont établis dans des pays de la CE.<sup>5</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 24.08.1992  
ANDRÉ MACH

A l'occasion du **congrès de l'organisation des Suisses à l'étranger**, ceux-ci se sont prononcés à une large majorité en faveur de la ratification du traité de l'**EEE**. Ils ont cependant critiqué l'intention du Conseil fédéral, dans le cadre du programme «Eurolex», d'abandonner la possibilité pour les Suisses de l'étranger de contracter une AVS facultative.<sup>6</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 10.08.1993  
AUTOR UNBEKANNT

Fin juin, le **nombre de Suisses à l'étranger** enregistrés dans les ambassades et les consulats était supérieur à 500'000; il a ainsi progressé de 2,3% (11'452) depuis 1992. Parmi ceux-ci, 10,2% (39'273) se sont inscrits sur les listes électorales de leur commune d'origine ou de leur ancienne commune de domicile pour exercer leurs droits politiques comme le permet depuis 1992 la nouvelle loi sur les droits politiques des Suisses à l'étranger.<sup>7</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 19.08.1994  
LIONEL EPERON

Selon la dernière statistique parue fin juin, le **nombre des Suisses à l'étranger** enregistrés dans les ambassades et les consulats s'élevait à 514'883, soit 10'706 de plus (2%) qu'en 1993. Comme l'a indiqué le DFAE, 69% des ressortissants suisses à l'étranger sont des double nationaux alors que leur proportion était de 30% en 1950.<sup>8</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 10.11.1994  
LIONEL EPERON

La mort du coopérant suisse **Jean-Claude Berberat**, tombé sous le feu de l'armée malienne alors qu'il travaillait pour un projet de développement dans la région de Niafunké, a été à l'origine de tensions diplomatiques entre le Mali et la Confédération. Le rapport des autorités maliennes est arrivé à la conclusion que la mort du ressortissant helvétique avait été causée par des éléments incontrôlés de l'armée.<sup>9</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 21.04.1995  
LIONEL EPERON

Trois ressortissants suisses travaillant en **Sierra Leone** ont été pris en otages par le Front révolutionnaire uni, mouvement d'opposition au régime militaire au pouvoir. Détenus pendant plus de trois mois, ce n'est qu'au terme d'intenses tractations menées par le DFAE et le CICR qu'ils ont été relâchés.<sup>10</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 09.11.1995  
LIONEL EPERON

Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur, en 1992, de la loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger, les ressortissants de la "5e Suisse" ont eu l'occasion de participer, par correspondance, aux **élections fédérales** du mois d'octobre. Sur les 390'000 électeurs potentiels que représente la population helvétique établie à l'étranger, 60'000 (soit 15%) se sont effectivement inscrits sur un registre électoral communal. La participation moyenne de ces derniers aurait atteint, selon une enquête de l'ATS, un taux d'environ 38%.<sup>11</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 24.08.1996  
LIONEL EPERON

A fin juin 1996, **541 302 Suisses de l'étranger** étaient recensés auprès des différentes représentations diplomatiques et consulaires de la Confédération, soit une augmentation de 2,5% par rapport à l'année précédente. Au total, 70% d'entre eux vivent dans un pays de l'Union européenne, et près des deux tiers sont doubles nationaux.<sup>12</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 29.11.1997  
LIONEL EPERON

Le **massacre de 58 touristes** – dont 36 ressortissants suisses – lors d'un acte terroriste perpétré en novembre sur le site archéologique de Luxor (Egypte) a vivement ébranlé la population et les autorités helvétiques. S'étant rendu au Caire afin d'y rencontrer les rescapés de cette tuerie, le conseiller fédéral Flavio Cotti a eu en outre un entretien avec le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, qui l'a assuré du soutien de son pays dans l'enquête devant faire la lumière sur cet attentat. Les autorités égyptiennes ont par ailleurs tenu à s'associer à la douleur des familles des victimes en participant – par l'entremise de l'ancien ambassadeur d'Egypte à Berne – à la cérémonie funéraire qui s'est déroulée à l'aéroport de Kloten (ZH) en présence du conseiller fédéral Moritz Leuenberger. Suite à ce drame, le gouvernement a invité les citoyens suisses à ne plus se rendre en Egypte. Les tour-opérateurs ont pour leur part rayé les destinations égyptiennes de leurs catalogues.<sup>13</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 22.08.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

Après avoir envisagé de réduire son soutien aux **écoles suisses de l'étranger**, le Conseil fédéral a décidé de maintenir ses subventions à hauteur de 18 millions de francs et a annoncé la nouvelle lors du congrès des Suisses de l'étranger qui s'est tenu à Baden (AG). La Confédération continuera donc à financer les quelques 17 établissements qui comptent 200 enseignants pour 1800 enfants suisses et 3900 enfants étrangers. Par contre, le Conseil fédéral trouve que la couverture sociale facultative des Suisses de l'étranger coûte trop cher.<sup>14</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 24.12.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

La police égyptienne a transmis son rapport au DFAE concernant le **massacre de Luxor** où 36 touristes suisses avaient perdu la vie en 1997. Par contre, la question des réparations promises par l'Égypte est restée ouverte. A la fin de l'année, Flavio Cotti a écrit au président Hosni Moubarak et le Ministère public de la Confédération a indiqué qu'il n'était pas satisfait de l'enquête égyptienne. Une demande d'entraide judiciaire a été transmise aux autorités du Caire.<sup>15</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 31.12.1998  
FRANÇOIS HUGUENET

A la fin de l'année, 158 ressortissants **suisses** étaient **emprisonnés à l'étranger**. En règle générale, leur condamnation relevait de délits mineurs et la Suisse n'a pas eu à intervenir autrement que dans le cadre des opérations consulaires relevant de la routine. Seuls quelques interventions diplomatiques ont été nécessaires, lorsque les jugements semblaient prêter à contestation pour des questions de vice de procédure. Cela a notamment été le cas dans ce que la presse suisse a appelé «l'affaire Hänggi» au Guatemala.<sup>16</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 16.10.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

La justice guatémaltèque et même le ministre de l'Intérieur du Guatemala, RodolfoMendoza, ont dénoncé l'existence de pression de la part du gouvernement helvétique pour obtenir la libération de trois Suisses accusés de trafic de drogue (**affaire Hänggi**). Suite à cela, le ministère public a fait recours avec succès contre le verdict de clémence délivré en 1998 à l'encontre des Suisses.<sup>17</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 11.12.1999  
FRANÇOIS HUGUENET

Les autorités fédérales ont finalement reçu le rapport d'enquête final des autorités égyptiennes relatif à l'**attentat de Louxor** où de nombreux touristes suisses avaient perdu la vie en 1997. En novembre, un fonds doté de 4,8 millions de francs a été créé pour indemniser les victimes et leurs proches. En marge du sommet de l'OSCE à Istanbul, Joseph Deiss a rencontré son homologue égyptien, Amr Moussa et s'est entretenu avec lui de ce dossier de l'indemnisation. Par ailleurs, le DFAE s'est restructuré et a créé un nouvel état-major de crise (division politique VI) qui soutiendra plus rapidement les ressortissants suisses en difficulté ainsi que leurs familles.<sup>18</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 01.11.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Lors des débats qui ont précédé la votation populaire sur les bilatérales, l'**Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)** s'est fortement investie afin de faire entendre la voix des 350'000 Suisses vivant dans l'UE. Bataillant ferme en vue de l'adoption des bilatérales, les représentants de l'OSE venus spécialement à Berne ont mis en exergue les innombrables difficultés administratives dont ils sont victimes, principalement au niveau du marché de l'emploi et de l'obtention d'un permis de travail dans les pays de l'UE.<sup>19</sup>

1) Presse du 8.-10.1.91.

2) LT, 20.4.09.

3) LT, 23.4 et 13.7.09.

4) Communiqué du DFAE du 15.3.12; LM, 16.3.12; LT, 26.7.12.

5) Presse du 18.7.92.; Rapp. gest., 1992, p.29

6) Presse du 24.8.92.

7) NZZ, 7.8 et 10.8.93.

8) NZZ, 19.8.94.; Rapp. gest. 1994, p. 18 s.

9) Presse des 10.10 et 22.11.94; NQ, 10.11.94.

10) Presse des 20.1, 7.2 et 21.4.95.

11) AT, 25.7.95; TA, 19.10.95; presse du 27.10.95; NZZ, 9.11.95.

12) Presse du 24.8.96.

13) Presse des 18.-21.11.97; NZZ, 29.11.97.

14) BaZ, 22.8.98.

15) LT, 25.5 (rapport) et 24.12.98 (Cotti).

16) QJ, 30.12.98.

17) 24h, 23.2.99; LT, 19.3 et 16.10.99.

18) NZZ, 6.4.99; TG, 17.6.99 (restructuration); 24h, 6.7.99 (rapport); LT, 20.11.99 (OSCE); NF, 11.12.99 (fonds).

19) Lib., 29.3.00